

AMENDEMENT DE LA CONSTITUTION

Une consultation minée par les refus

La prochaine Constitution risque d'être bancale. La quasi-totalité des adversaires politiques de Abdelaziz Bouteflika ne participeront pas au processus de consultations qu'est chargé de mener le directeur de cabinet de la présidence de la République.

Ahmed Ouyahia ne recevra pas les partis membres de la Coordination pour les libertés et la transition démocratique et ceux du Pôle des forces du changement, ni même Ali Benflis, le général Khaled Nezzar et Sid Ahmed Ghazali.

LES ANTI...

Khaled Nezzar

Le général Khaled Nezzar refuse de cautionner le projet-phare du quatrième mandat. Il ne l'a pas déclaré officiellement, mais son rejet a été annoncé ces derniers jours par un site d'information connu pour être très proche de l'ancien ministre de la Défense nationale. L'article rappelle que le général Nezzar avait accepté de participer aux consultations politiques menées par Abdelkader Bensalah en 2011. Mais les propositions qu'il avait faites à l'époque n'ont pas été retenues par Abdelaziz Bouteflika. D'où son refus de renouveler l'expérience.

Ali Benflis

Pour le candidat à l'élection présidentielle du 17 avril, participer aux rounds de consultation reviendrait à reconnaître la victoire de Abdelaziz Bouteflika. Ali Benflis a insisté, dans la lettre adressée à Ahmed Ouyahia, sur l'illégitimité du pouvoir actuel. Il a annoncé son refus de participer à deux reprises, à titre personnel et dans le cadre d'une initiative Pôle des forces du changement dont il est le leader. Pôle des forces du changement : privé par Ali Benflis, le Front des

forces du changement ont adopté la même position que lui. La question de la légitimité et des aspirations démocratiques de la société algérienne sont les arguments mis en avant par les membres de ce pôle. «Le projet du pouvoir en place est loin de s'inscrire dans la véritable tâche nationale prioritaire du moment, en l'occurrence celle du changement démocratique. Une telle tâche nationale commande comme point de départ le retour à la légitimité des institutions ainsi que leur remise en capacité d'exercer effectivement leurs missions constitutionnelles. Toute autre démarche ignorant ou évitant la prise en charge de cette double problématique est destinée à être sans effet sur la crise politique actuelle», précisent-ils dans un communiqué rendu public le 19 mai.

Coordination pour les libertés et la transition démocratique

Ce pôle n'a pas encore annoncé officiellement sa décision de rencontrer Ahmed Ouyahia. Cependant, certains chefs de partis membres de cette coalition se sont déjà prononcés sur ce sujet. C'est notamment le cas du président du Front pour la justice et le

développement. «Reconnaissable à sa monture, le chevalier qui a hérité de cette mission est connu de tous. Il ne jouit pas du respect des Algériens qui ne lui accordent, par ailleurs, aucun crédit», avait indiqué Abdallah Djaballah en référence à Ahmed Ouyahia.

Sid Ahmed Ghazali

L'ancien chef du gouvernement devrait décliner l'invitation de Bouteflika et d'Ouyahia. Là encore, c'est Algérie Patriotique qui annonce l'information en citant des «sources informées». A l'instar de nombreuses personnalités, Sid Ahmed Ghazali avait participé au processus de consultation de 2011. Mais l'homme a été particulièrement critique ces derniers mois, n'hésitant pas à qualifier la nomination d'Ahmed Ouyahia au poste de ministre d'Etat, directeur de cabinet de la présidence de «pièce de théâtre».

... ET LES PRO

Convaincu ou pas, ils ont décidé de s'asseoir à la table d'Ahmed Ouyahia. En tête de file, on trouve le FLN (parti du président) le RND, le MPA et TAJ (partis au service du Président). Derrière, on trouve le PT de Louisa Hanoune, le Front el Moustakbel de Abdelaziz Belaïd et

le FNA de Moussa Touati. Petite surprise, Naïma Salhi n'a pas suivi le mot d'ordre du Pôle des forces du changement puisqu'elle participera aux consultations.

FLN

Miné par les luttes internes, la question de l'amendement de la Constitution est le seul dossier qui semble faire consensus au FLN. Ce parti se prépare depuis plusieurs années à l'amendement de la loi fondamentale. Il est fort possible que Amar Saïdani présente des mesures visant à permettre à son parti de diriger le gouvernement.

FNA

Moussa Touati ira aux consultations. En 2008, ses députés avaient voté contre le projet de révision constitutionnelle imposé par voie référendaire pour faire sauter le principe de limitation des mandats présidentiels. Cette fois-ci, le patron du FNA a choisi de cautionner l'initiative du Président.

RND

Il est inutile d'annoncer la participation du Rassemblement national démocratique aux consultations. Mais pour ce parti, ce processus se déroulera presque en

interne puisqu'il est supervisé par l'ancien secrétaire général de ce parti. Il sera cependant intéressant de suivre la confrontation entre Ahmed Ouyahia et Abdelkader Bensalah.

Parti des travailleurs

Louisa Hanoune participe mais elle s'oppose à l'adoption d'une «Constitution consensuelle», considérant que cette démarche est anti-démocratique. Pourtant, le processus imposé par Abdelaziz Bouteflika est basé sur le consensus.

Le Parti des travailleurs a déjà remporté une victoire avant l'heure puisque le projet élaboré par la présidence de la République prévoit l'interdiction du nomadisme politique. Louisa Hanoune pourra-t-elle imposer de nouvelles mesures ?

PEP

Naïma Salhi lâche le Pôle des forces du changement. Après avoir soutenu le candidat Ali Benflis, la secrétaire générale du Parti de l'équité et de la proclamation a tourné casaque en faisant part de sa disponibilité à participer aux consultations sur le projet de révision constitutionnelle.

T. H.

LE PRÉSIDENT DU RCD À PROPOS DE LA CONSTITUTION CONSENSUELLE :

«Aucun problème fondamental n'y a été abordé»

Au RCD, la conviction est chevillée quant au bon choix de l'option de la transition démocratique que le parti a fait sienne il y a des mois. Une option qu'il partage depuis, avec des partis d'autres obédiences et bien d'acteurs syndicaux et associatifs et personnalités.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Et le président du parti s'est fait le devoir de s'y attarder hier lors de son discours tenu à l'ouverture d'une session ordinaire, la septième, du conseil national. Une session qui, faut-il le noter, a vu la présence de presque la totalité des membres de cette instance. «La vérité est que la Coordination pour les libertés et la transition démocratique est la réponse la plus adaptée à la situation actuelle. Elle fixe les règles démocratiques qui s'imposent à tous les participants à la transition. Elle travaille à l'élaboration de conditions de la libre expression politique jamais tolérée dans notre pays», signifiera Mohcine Belabbas. Car, ajoutera-t-il, «ce n'est qu'une fois ces conditions arrachées, que chaque organisation souhaitant se présenter devant le peuple est libre de le faire seule ou avec d'autres partenaires. Mais nulle compétition ne peut prétendre régler la crise qui menace la Nation si les fraudes électorales ne sont pas éradiquées».

Et de convoquer l'Histoire pour appuyer

son assertion en affirmant que «c'est la première fois depuis 1956 que des sensibilités politiques différentes se rencontrent en terre algérienne pour définir le minimum qui doit permettre au peuple algérien de décider de son destin. La CLTD fait écho au principe de la Soummam qui a rassemblé le pays sur le minimum qui peut libérer le peuple d'un ordre politique inique.

Hier, c'était le colonialisme, aujourd'hui c'est l'arbitraire militaro-tribal».

Ne tarissant pas d'éloges à l'égard d'une option que le parti a fait sienne au même titre que d'autres exigences devenues au fil des mois des éléments du débat public comme la destitution du chef de l'Etat en vertu de l'article 88 de la Constitution, la restitution du sigle FLN à la mémoire collective, la mise en place d'une Constitution pérenne et l'installation d'une commission permanente et indépendante d'organisation et de gestion des élections pour garantir le libre choix du citoyen, Belabbas qualifiera la transition démocratique d'innovation politique qui

n'appartient pas au registre politique du système. D'où, estimera-t-il, l'impossibilité qu'elle puisse être «assumée, récupérée ou managée par les dirigeants en poste». Ces derniers, même s'ils ont été contactés par «loyauté et pédagogie», ils auront, néanmoins, selon Belabbas, «du mal à participer au nettoyage moral et politique de la vie publique avant de prendre part à des élections régulières».

Pour le président du RCD, la transition démocratique est une entreprise qui doit être soit menée à son terme par «une génération qui ne fait pas de la présence de parrains un préalable à sa réussite de la transition», ajoutant que «la conduite et le succès de la transition démocratique sont des conditions de sauvegarde de la nation algérienne».

A propos du projet de Constitution consensuelle, le président du RCD qui a déjà signifié le refus de prendre part aux concertations inhérentes, y lit une «session de rattrapage» du Président «mal élu». «Le chef de l'Etat, au courant du taux de participation réel de 17% et conscient de son illégitimité, tente de s'acheter une crédibilité en lançant des initiatives désespérées», soutiendra Belabbas. En sus, ajoutera-t-il, la

cascade d'échecs avec, citera-t-il, en exemple, un gouvernement censé être d'union nationale et qui a fait place à un gouvernement de «pacotille sans programme et sans vision où l'essentiel de sa composante a été recrutée parmi les clientèles de la justice».

Et pas que sur la forme que la critique du chef du RCD s'articule car dans le contenu du projet, il a de quoi se mettre sous la dent. «Le projet de Constitution adressé aux partis politiques confirme «le manque de sérieux de la démarche et l'inconstance des amendements proposés», estimera-t-il, avec «aucun problème fondamental qui «n'a pas été abordé». «Ce sont les mêmes acteurs responsables du viol de la Constitution en 2008 qui avaient présenté la levée de limitation des mandats comme une grande avancée démocratique qui expliquent aujourd'hui que le retour à la limitation des mandats présidentiels à deux est une exigence et un fondement essentiel de la démocratie. Le passage de la verticalité du pouvoir à la séparation des pouvoirs, la réforme territoriale, l'officialisation de la langue amazighe sont encore une fois ignorés », dira-t-il encore.

M. K.

CONFÉRENCE NATIONALE SUR LA TRANSITION DÉMOCRATIQUE

Près de 450 participants attendus

Reportée à deux reprises, la conférence nationale sur la transition démocratique se tiendra le 10 juin prochain au niveau de l'hôtel Hilton d'Alger.

Et ce sont près de 450 participants qui sont attendus à ce rendez-vous politique inédit avec, préciseront un cadre du dirigeant du

RCD en marge de la 7^e session du conseil national du parti tenue hier au Cercle des Moudjahidine, à Alger, les exécutifs des partis de la Coordination pour les libertés et la transition démocratique (RCD, MSP, NAHDA, FJD et Jil Jadid), les collaborateurs de l'ancien chef du gouvernement Ahmed Benbitou et

nombre d'acteurs associatifs et syndicaux dont beaucoup ont d'ores et déjà confirmé leur participation.

Des chefs de partis et des personnalités nationales seront aussi de ce conclave qui se déroulera sous forme de table ronde de 13h jusqu'à 20h. A propos justement de

certaines de ces personnalités qui hésiteraient à se positionner par rapport à cet événement, notre interlocuteur aura ce commentaire : «A la coordination, nous ne sommes pas à la recherche de parrains. Nul n'est indispensable et la conférence sera animée en grande partie par des gens des généra-

tions post-indépendance». Selon toujours notre source, cette conférence du 10 juin prochain est loin d'être une fin en soi puisque d'autres conférences régionales seront programmées ensuite avec, pour chacune, une thématique bien précise.

M. K.